

MUTATIONS SOCIOÉCONOMIQUES

Du développement moderne de l'homme archaïque

«Il est impossible de travailler à l'édification d'une doctrine que l'on croit vraie sans sentir le besoin d'anéantir celles que l'on croit fausses.»
(Pierre Leroux)

Jusqu'à une période récente, l'enjeu, à plus d'un titre justifié, était, pour les pays sous-développés, de réaliser la croissance, facteur-clé garantissant le rattrapage des pays développés. Désormais, les mutations socioéconomiques exigent, l'objectif d'industrialisation à n'importe quel prix se répercute fatalement d'une façon négative dans le long terme sur la qualité de développement. Ceci est tellement vrai qu'on parle aujourd'hui de ville écologique, d'agriculture et d'habitat durables et de territoire intelligent.

Dans le contexte algérien, c'est le développement non durable qui est privilégié et réalisé. Cette assertion, qui est de l'ordre du constat, peut être étayée par le fait, très répondu, que l'homme d'allure moderne (ayant un statut distingué, des habits dorés et un carrosse très prisé) soit l'auteur de comportement incivique (jeter ses déchets n'importe où, sous le regard indifférent de tous et sans égard à l'autre et à l'environnement). Dans cette situation, ce sont, nous semble-t-il, les intellectuels qui sont interpellés pour, comme dirait Eliade, «prendre conscience, toujours avec plus de rigueur, de leur situation historique», pré-requis pour pouvoir réfléchir des solutions utiles pour des progrès pratiques.

Etant donné qu'en Algérie de la période postcoloniale, la réalisation du mal développement est un fait de société, il nous importe seul, pour une question de pertinence, de comprendre pourquoi, dans notre pays, l'homme traditionnel a plus et mieux réalisé le développement durable par les solidarités locales que l'homme moderne par sa supposée rationalité comportementale.

De cette problématique ressortent deux moments d'analyse du développement en tant que réalité en Algérie, savoir le développement durable durant la prédominance de la logique de l'homme traditionnel et le développement du mal-développement durant le règne de «l'homme moderne».

I. L'homme archaïque au développement moderne

Nonobstant l'état de misère qui régnât en Algérie durant la période de colonisation turque et française, l'homme algérien traditionnel a réalisé le développement durable bien longtemps avant sa conceptualisation théorique. En effet, dans la société algérienne, parce que les valeurs traditionnelles ont survécu en tant que facteurs mobiles dominants durant près de deux décennies après l'indépendance, le phénomène de développement du mal-développement a été retardé dans sa manifestation pratique. Ceci peut être illustré en se référant à trois dimensions pratiques du développement durable de la société algérienne traditionnelle : l'habitat durable, le travail solidaire et la sacralisation de la nature.

1. L'habitat durable

Pour répandre au besoin primaire de se loger, l'Algérien traditionnel mobilise comme matériaux des éléments de la nature (terre, bois, pierre, argile, chaux, etc.) non nuisibles à l'environnement. Etant donné que les habitations étaient faites de murs en terre ou pierre épais, ceux-ci font des isolants naturels du froid et de la chaleur externes, permettant ainsi de réduire la nécessité pour l'homme de recourir à des outils de régulation de la chaleur sources de pollution et de consommation d'énergie. Outre cela, les maisons traditionnelles font, par leurs taille et architecture, un ensemble inséré harmonieusement dans l'environnement physique de chaque région.

2. La valeur travail, le travail solidaire et les générations futures

Les intellectuels français, témoins des premières expéditions françaises en Algérie, comme Eugène Daumas, ont décrit le peuple algérien comme étant brave et travailleur. Dans le passé, la première source de revenu en Algérie fut la terre que l'Algérien travaillait au cours de toute l'année avec acharnement, mais non sans beaucoup d'amour. L'option générale au niveau de la société pour la petite propriété est un facteur permettant d'éviter la concentration de la propriété foncière, garantissant ainsi à chaque membre socialement responsable d'une famille d'avoir une parcelle de terre à travailler. Les générations futures y sont loin d'être oubliées ou négligées. En effet, en sacralisant le principe moral d'incessibilité et d'inaliénabilité de la propriété terrienne héritée des ancêtres, c'est à ces générations que l'on pensait pour leur assurer l'héritage d'une propriété terrienne, source principale de survie. Le travail s'y réalise concrètement en recourant à la logique de solidarité sociale : les travaux réguliers se font par la réunion de toutes les forces de travail de la famille, le recours à la division du travail selon les prédispositions naturelles, les compétences et l'expérience de chacun et à l'entraide selon les circonstances.

Dans les situations particulières nécessitant des forces de travail dépassant les capacités de la famille, les autres familles du villa-

Nonobstant l'état de misère qui régnât en Algérie durant la période de colonisation turque et française, l'homme algérien traditionnel a réalisé le développement durable bien longtemps avant sa conceptualisation théorique.

ge sont toujours prédisposées à venir en la circonstance assister la famille qui est dans le besoin. Il s'agit d'une norme sociale fondée sur le principe de réciprocité considérant que chacune des familles est susceptible de solliciter l'aide des autres et du principe moral selon lequel un bon citoyen doit toujours manifester sa disponibilité à aider l'autre.

3. La nature, ses produits et ses éléments sacralisés

Parce que pour lui la terre est la source de vie (agriculture et chasse), l'Algérien traditionnel l'a sacralisée en lui concevant une âme sensible et un pouvoir extrahumain. Cette sacralisation a concerné aussi les principaux éléments de la terre, à savoir les arbres et les sources d'eau. La sacralisation en question a fini par instituer des croyances protégeant la nature des méfaits de l'homme⁽¹⁾, comme qu'on ne peut rester impuni du mal qu'on fait subir aux éléments de nature, que la chose la plus déshonorante qu'on puisse vivre est de négliger sa propriété terrienne, de laisser l'autre la dégrader ou de ne pas la conserver, l'entretenir et la travailler. Ceci s'est tellement ancré dans la société qu'à titre d'exemple, durant ces dernières décennies, les travaux d'ouverture des routes pour désenclavement et d'assainissement ont, partout en Kabylie, rencontré des résistances de la part des villageois voulant protéger leurs oliviers, figuiers ou sources d'eau potable.

II. L'homme moderne au développement archaïque

Vers la fin des années 1980, a commencé en Algérie la phase de domination de l'homme prétendant être moderne qui, sans avoir acquis la culture de la citoyenneté, s'est inscrit en opposition par rapport aux valeurs traditionnelles jugées vétustes. Paradoxalement, l'augmentation graduelle du pouvoir d'influence et de décision de celui-ci dans la société a été accompagnée par une augmentation dans les mêmes proportions du niveau de dégradation de son cadre de vie et de son environnement. Si ce constat relève du sens

commun, la raison explicative invoquée et reprise à chaque circonstance n'est pas, nous semble-t-il, la plus appropriée ; en ce sens que la dimension quantitative ne se réalise pas systématiquement au détriment de la dimension qualitative. Le facteur explicatif principal de cette réalité est le mouvement de fond dans la société qui a masqué et protégé les structures de domination sociale, leur permettant de se reproduire dans le temps sous d'autres formes tout en figeant les rapports de pouvoir et de force. Plus précisément, il s'agit de ce processus historique local où la structure sociale maraboutique⁽²⁾, c'est valable aussi pour la structure des caïd, agha, bachagha..., a pu se maintenir comme entité de prise ou d'influence de la prise de décision, en allant investir en force les centres utiles de création de la décision et de domination sociale durant les principales périodes distinctes de l'Algérie, avec, durant chaque phase, le même objectif, socialement négatif, savoir s'imposer, sinon comme décideur, du moins comme interlocuteur incontournable des centres de décision, pour travailler exclusivement ses propres intérêts et, très souvent, en sapant les tentatives d'innovation et de transformation sociales : position religieuse durant la période turque, position politique et religieuse durant la période française et position administrative, politique, scientifique et économique après l'indépendance. Nous allons nous limiter dans ce qui suit à la présentation des

logiques ayant présidé au choix des positionnements de la structure sociale maraboutique durant la période postcoloniale.

1. La position administrative

Dans les systèmes bureaucratiques, l'administration est un enjeu important de pouvoir dans la société. Dans le contexte algérien, il y a trois raisons essentielles qui font que les postes administratifs sont convoités et parfois font l'objet de luttes féroces entre groupes sociaux. Le premier est lié au fait que de lourdes formalités et procédures administratives conditionnent toute initiative de nature sociale, économique, culturelle ou politique. En effet, la position administrative permet de favoriser ou de freiner les initiatives selon les affinités et, depuis le passage à la logique libérale, selon le niveau de disposition du candidat à être corrompu. Le deuxième s'explique par la reproduction durant la période d'indépendance de la logique développée durant la période turque et perpétuée durant la période française consistant à attribuer des postes administratifs selon le niveau d'allégeance générationnelle au clan dominant et, comme récompense de l'allégeance, de laisser l'agent administratif agir à sa guise. Ceci a provoqué le développement et la généralisation du comportement d'usage privatif de fonctions et de biens publics. Le dernier est lié à la dépendance des pays rentiers en matière d'emploi du secteur administration. Ceci a fait qu'en Algérie, le recrutement aux postes administratifs est essentiellement fonction du pouvoir d'influence et du niveau d'allégeance du réseau social d'appartenance du candidat. Comme conséquence à cela, au niveau de la société, celui qui n'a à faire valoir que ses compétences scientifiques et/ou son savoir-faire pratique est considéré comme un élément pitoyable, au plan social largement moins considéré que celui qui s'enrichit dans le secteur informel.

2. La position scientifique

Depuis longtemps s'est installée dans la société algérienne l'idée que le système de

Par Mohamed-Amokrane Zoreli (*)

formation est, relativement à ceux des autres pays d'Afrique, de qualité supérieure. Les études d'évaluation des performances des universités africaines ou mondiales des dernières années ont montré qu'il n'en est rien. Ceci peut être expliqué par trois facteurs principaux. D'abord, du côté étudiants, parce que comme sus-signalé, le niveau scientifique n'est pas déterminant dans le processus de recrutement professionnel (les familles influentes informent leurs enfants, avant même qu'ils commencent leur parcours universitaire, qu'un poste de travail important leur est réservé, pourvu qu'ils arrivent à arracher un diplôme), on demande et on essaye d'avoir par tous les moyens, l'effort scientifique excepté, les notes nécessaires pour avoir le diplôme, les compétences étant pour eux de la non-valeur et sans utilité dans leur vie pratique. Ensuite, du côté administration, avec la saturation des infrastructures, la priorité est de gérer les effectifs en poussant les flux vers la sortie. Enfin, du côté enseignants et méthodes d'enseignement, par le fait que durant la période de colonisation française et, encore plus, durant la phase d'indépendance, l'influence de la formation scolaire s'est substituée à l'influence par la formation religieuse, la classe maraboutique s'est déplacée en masse des confréries vers les structures de formation et de recherche universités. Etant venu à l'université pour une considération utilitaire de perpétuation et de consolidation de pouvoir et d'influence plutôt que pour une question de vocation, l'enseignant, nous fait remarquer Henni, plutôt que de chercher à devenir un grand professeur, cherche à occuper un poste administratif, source de pouvoir. Par conséquent, n'ayant pas fait de rupture avec les méthodes confrériques d'enseignement, ces enseignants utilisent dans leur discours et diffusent de leur chaire le dogmatisme et la mémorisation sans discernement plutôt que d'aiguiser l'esprit critique et la curiosité scientifique.

3. La position économique

Après l'indépendance du pays, l'économie est devenu un champ de jeux et d'enjeux important où il faudrait impérativement prendre place si on voulait perpétuer ou consolider son pouvoir d'influence. Pour expliciter cet aspect de notre analyse, il y a lieu de faire la distinction entre deux périodes principales, savoir la période du socialisme et celle du libéralisme. La première période est caractérisée par une économie dirigée basée sur des entreprises publiques avec, à la marge, un secteur privé limité dans sa dimension et son champ d'action. Ces deux perspectives ont été exploitées efficacement pour servir ses intérêts personnels par les structures sociales ayant pris conscience des rapports de domination. Dans le premier cas, en allant investir dans le secteur privé pour bénéficier à grande échelle des mesures publiques de soutien des prix des produits et matières premières importés et dans le deuxième cas, en allant occuper des postes de responsabilité dans les entreprises publiques pour faire un usage privatif sans limite des biens et fonctions publics : un responsable d'une entreprise de production de matériaux de construction permettait systématiquement aux membres de son réseau social d'acquérir ses matériaux gratuitement ; des travailleurs d'entreprises publiques ont été démobilisés par leurs chefs hiérarchiques pour les faire travailler dans leurs chantiers privés ; des responsables des achats et des ventes exerçaient leur fonction sans aucun contrôle a priori ou a posteriori, au point que des études réalisées durant le début des années 2000 pour le regroupement des entrepreneurs locaux